

**FCEI**

En affaires  
pour vos affaires.™



## La pénurie d'entrepreneurs au Canada

Partie 1 - Un écosystème d'affaires en perte de vitesse

Avril 2026

## Table des matières

Sommaire .....	2
Faits saillants.....	2
Introduction : les PME sont le pilier de l'économie canadienne, mais elles sont confrontées à une pénurie d'entrepreneurs .....	3
La situation de l'entrepreneuriat au Canada : tendances des entrées et sorties d'entreprises .....	4
Une augmentation des fermetures non compensée par la création d'entreprises .....	7
Prudence des entrepreneurs : ils sont moins nombreux à encourager la création d'entreprises .....	9
Conclusion : le Canada doit s'attaquer à la pénurie d'entrepreneurs .....	14
Annexe A - Définition de « pénurie d'entrepreneurs » .....	15
Annexe B - Variation nette des entrées et sorties d'entreprises, par province .....	16
Annexe C - Variation nette des entrées et sorties d'entreprises, par secteur .....	19
Notes de fin.....	23

### Comment citer le rapport :

AUGER, Michelle, BOMAL, Laure-Anna, GALGAY, Jonathan. *La pénurie d'entrepreneurs au Canada - Partie 1 : Un écosystème d'affaires en perte de vitesse*, Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI), avril 2026.

Ce rapport est aussi accessible à l'adresse [cfib-fcei.ca/fr/rapports-de-recherche](https://cfib-fcei.ca/fr/rapports-de-recherche).

This publication is also available in English on the [cfib.ca/research](https://cfib.ca/research) page under the title of "*Canada's Entrepreneurial Drought - Part 1: The Shrinking Business Landscape*"

Sauf indication contraire, l'information contenue dans ce rapport peut être reproduite à volonté, sans frais et sans autre autorisation requise de la FCEI, pourvu que : 1) les mesures nécessaires soient prises pour assurer l'exactitude de l'information reproduite; 2) la FCEI soit citée comme source de l'information; 3) la reproduction ne soit pas présentée comme une version officielle ou approuvée par la FCEI.

Pour obtenir l'autorisation de reproduire l'information dans ce rapport à des fins commerciales, communiquez avec nous à l'adresse [recherche@fcei.ca](mailto:recherche@fcei.ca).

## Sommaire

**Le Canada est confronté à une pénurie d'entrepreneurs**, c'est-à-dire une période prolongée pendant laquelle il y a un plus grand nombre de fermetures d'entreprises que d'ouvertures d'entreprises, ce qui réduit le nombre d'entrepreneurs et la confiance dans la viabilité de l'entrepreneuriat. Les petites et moyennes entreprises (PME) traversent l'une des périodes les plus difficiles pour faire des affaires depuis des décennies. La hausse des coûts des intrants, le fardeau fiscal, les pénuries de main-d'œuvre, les exigences réglementaires et l'incertitude économique mondiale freinent l'activité entrepreneuriale partout au pays.

Depuis le début de 2024, les sorties d'entreprises sont plus nombreuses que les nouvelles entrées. Au T2 2025, les taux de sortie ont légèrement diminué pour atteindre 5,6 %, contre 4,8 % pour les entrées (T4 2025). Cela représente des taux de fermeture d'entreprises parmi les plus élevés et de création d'entreprises parmi les plus faibles, des niveaux jamais atteints à l'exception de la pandémie. Ce déséquilibre prolongé entre les sorties et les entrées d'entreprises entraîne une pénurie d'entrepreneurs, une tendance qui compromet l'innovation, la compétitivité et le dynamisme économique du Canada.

Les conditions difficiles à l'origine de la pénurie d'entrepreneurs minent également la confiance des entrepreneurs. En fait, un propriétaire sur deux indique qu'il ne conseillerait pas de démarrer une entreprise aujourd'hui, citant les risques financiers, les obstacles réglementaires et des doutes quant à la viabilité à long terme. Lorsque les entrepreneurs sont réticents à encourager la création de nouvelles entreprises, le bassin de nouvelles entreprises se rétrécit, ce qui risque d'accentuer et de prolonger la pénurie.

La pénurie d'entrepreneurs au Canada doit être traitée comme une priorité économique nationale. Le renforcement de l'environnement favorable à la création et à la croissance des entreprises, conjugué au rétablissement de la confiance dans la viabilité de l'entrepreneuriat, est indispensable pour reconstruire l'élan et la prospérité économiques du Canada.

### Faits saillants

- ▶ Depuis le début de 2024, plus d'entreprises ont fermé qu'ouvert leurs portes, et l'écart s'est considérablement creusé au T2 2025, marquant l'une des pires périodes en dehors de la pandémie.
- ▶ Les taux d'entrée d'entreprises ont chuté de près de 50 % depuis le milieu des années 1980 et demeurent à des niveaux historiquement bas.
- ▶ Plus de la moitié (55 %) des propriétaires de PME canadiennes ne conseilleraient pas de se lancer en affaires dans les conditions actuelles.
- ▶ Le problème du Canada en entrepreneuriat n'est pas causé par un manque d'intérêt : près de 16 % des Canadiens envisagent de se lancer en affaires, mais hésitent en raison des coûts élevés et de la complexité réglementaire.

## Introduction : les PME sont le pilier de l'économie canadienne, mais elles sont confrontées à une pénurie d'entrepreneurs

Les PME sont le moteur de l'économie canadienne : elles représentent près de 99 % de l'ensemble des entreprises ayant du personnel, emploient plus de 60 % de la main-d'œuvre du secteur privé et génèrent près de la moitié du PIB de ce secteur.<sup>i</sup> Elles créent des emplois, soutiennent les familles et contribuent à la vitalité des collectivités. Même en période difficile, les propriétaires d'entreprises font généralement tout leur possible pour garder leurs employés et rester en activité.

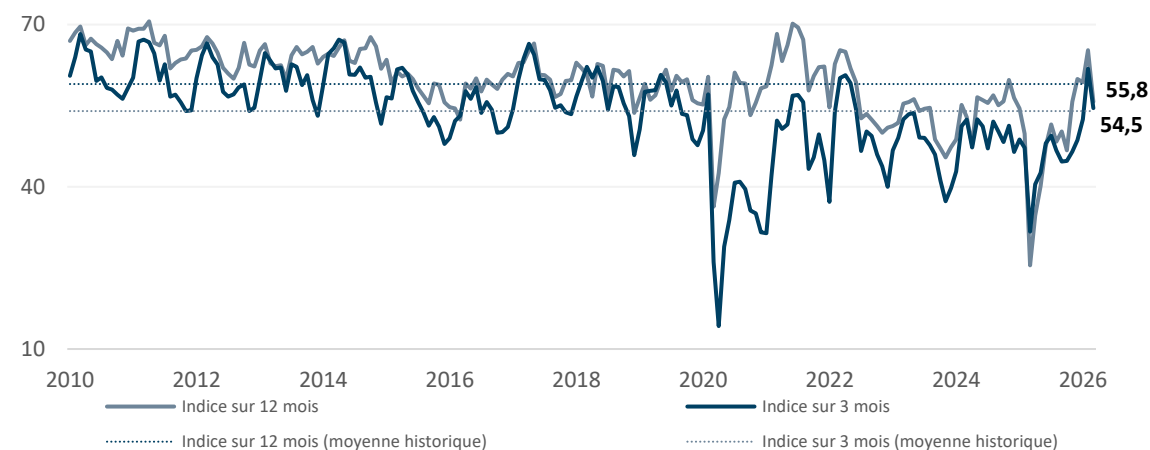
Toutefois, ce pilier est fragilisé. Les PME évoluent dans un environnement difficile, caractérisé par des tensions commerciales persistantes, la hausse des coûts d'exploitation, des pénuries de main-d'œuvre et des exigences réglementaires toujours plus complexes. La confiance des entreprises reflète cette volatilité : des périodes d'optimisme sont régulièrement suivies de reculs marqués, sous l'effet des chocs économiques et de l'incertitude (figure 1).

Dans ce contexte, un problème structurel plus profond se dessine : **le Canada fait face à une pénurie d'entrepreneurs**. La création de nouvelles entreprises recule depuis des années et, depuis le début de 2024, le nombre de fermetures dépasse celui des ouvertures. Cette tendance indique un affaiblissement du cycle de renouvellement des entreprises, alors même que les PME sont déjà sous pression, ce qui augmente le risque que les fermetures se traduisent par des pertes permanentes plutôt que par de nouvelles activités entrepreneuriales.

La pénurie d'entrepreneurs a des conséquences importantes : lorsque la création de nouvelles entreprises ralentit et que des entreprises existantes ferment, l'écosystème économique s'affaiblit, réduisant la productivité et les possibilités pour les collectivités à l'échelle du pays. Les gouvernements doivent prendre ces signaux d'alerte au sérieux : sans une base solide d'entrepreneuriat, l'économie dans son ensemble risque de se fragiliser.

**Définition de la pénurie d'entrepreneurs selon la FCEI :** période d'au moins 4 trimestres consécutifs durant laquelle le taux d'entrée d'entreprises est inférieur au taux de sortie, ce qui indique une perte nette d'activité entrepreneuriale. Deux trimestres consécutifs durant lesquels les taux d'entrée d'entreprises sont inférieurs aux taux de sortie doivent aussi être considérés comme des signes avant-coureurs de tensions économiques. Voir l'annexe A pour plus de détails.

Figure 1  
Indices de confiance des PME sur 12 mois et 3 mois, Canada



Source : FCEI, sondage Les perspectives de votre entreprise, de février 2009 à mars 2026. <https://www.cfib-fcei.ca/fr/rapports-de-recherche/barometre-des-affaires>

La Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI) a préparé ce rapport afin d'évaluer l'ampleur et les conséquences de la pénurie d'entrepreneurs au Canada. Il s'agit du premier d'une série en deux volets :

- **Partie 1 : Un écosystème d'affaires en perte de vitesse** - Ce rapport examine l'ampleur et les répercussions de la pénurie d'entrepreneurs au Canada, en analysant les tendances récentes des entrées et des sorties d'entreprises, leur importance pour les PME et l'économie, ainsi que les obstacles qui empêchent les projets de création d'entreprise de se concrétiser.
- **Partie 2 : Rétablir un écosystème d'affaires en perte de vitesse** - Ce rapport proposera des recommandations concrètes pour renforcer l'entrepreneuriat et soutenir la croissance, la compétitivité et la résilience des PME, en veillant à ce que les décideurs politiques tiennent compte des réalités des PME.

## La situation de l'entrepreneuriat au Canada : tendances des entrées et sorties d'entreprises

### Évolutions récentes : les sorties surpassent les entrées depuis le début de 2024

Le Canada fait face à une pénurie d'entrepreneurs, caractérisée par une baisse de la création de nouvelles entreprises et une hausse des fermetures. Les données de Statistique Canada montrent que, depuis le T1 2024, les taux de sortie d'entreprises sont systématiquement supérieurs aux taux d'entrée (figure 2a), ce qui indique une contraction nette du nombre d'entreprises. Ce déséquilibre s'est encore accentué en 2025 : le taux de sortie a atteint 5,6 % au T2 2025, tandis que le taux d'entrée a diminué à 4,8 % au T4 2025. En dehors de la période pandémique, ces niveaux figurent parmi les taux de sortie les plus élevés et les taux d'entrée les plus faibles observés au cours des 10 dernières années. Pris ensemble, ces éléments indiquent une érosion persistante du dynamisme des entreprises, avec des répercussions importantes sur l'innovation, le marché du travail et la capacité d'adaptation de l'économie<sup>2</sup>.

La figure 2b montre qu'au Canada, le nombre de fermetures d'entreprises dépasse celui des nouvelles créations depuis 6 trimestres consécutifs. Pour une analyse par province et par secteur, ainsi que des répartitions de la variation nette du nombre d'entreprises (soit la différence entre les entrées et les sorties), consultez les annexes B et C.

Figure 2a

#### Les sorties surpassent les entrées depuis le début de 2024, par trimestre

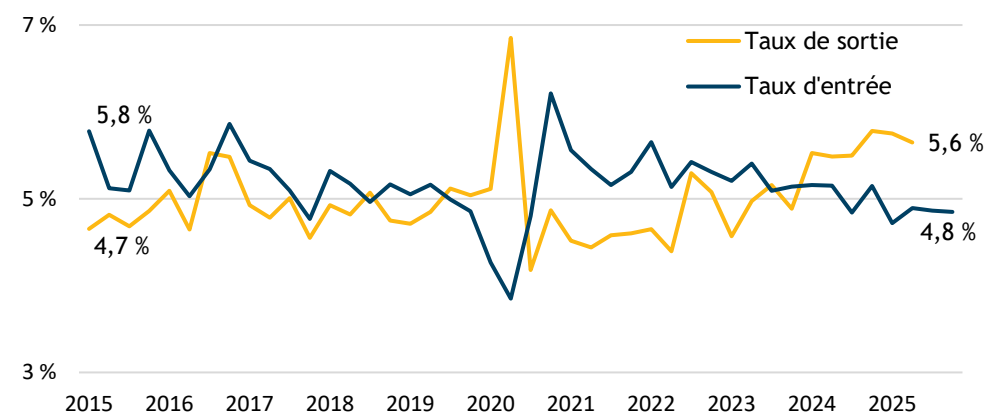
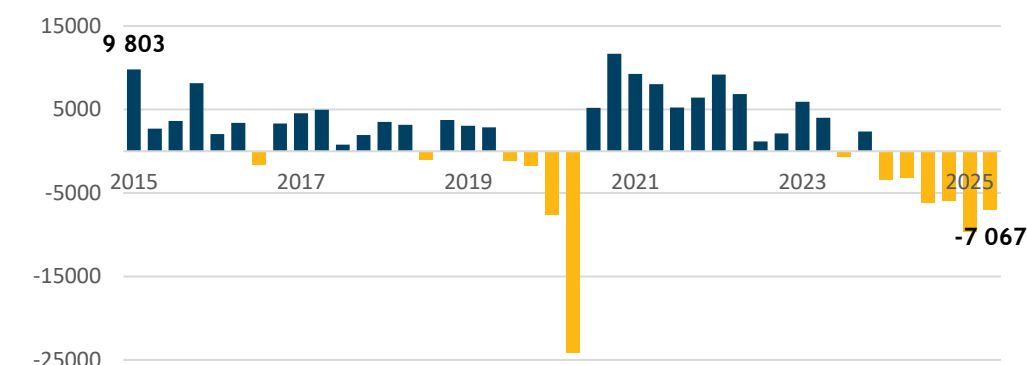


Figure 2b

#### Variation nette du nombre d'entreprises, données trimestrielles, T1 2015 au T2 2025, Canada



Source : Calcul des auteurs basé sur les données de Statistique Canada (Tableau 33-10-0270-01, Estimations expérimentales pour les entreprises nouvellement ouvertes et les entreprises nouvellement fermées pour le Canada, les provinces et territoires, et les régions métropolitaines de recensement, données désaisonnalisées. Consulté le 23 mars 2026.)

Remarques :

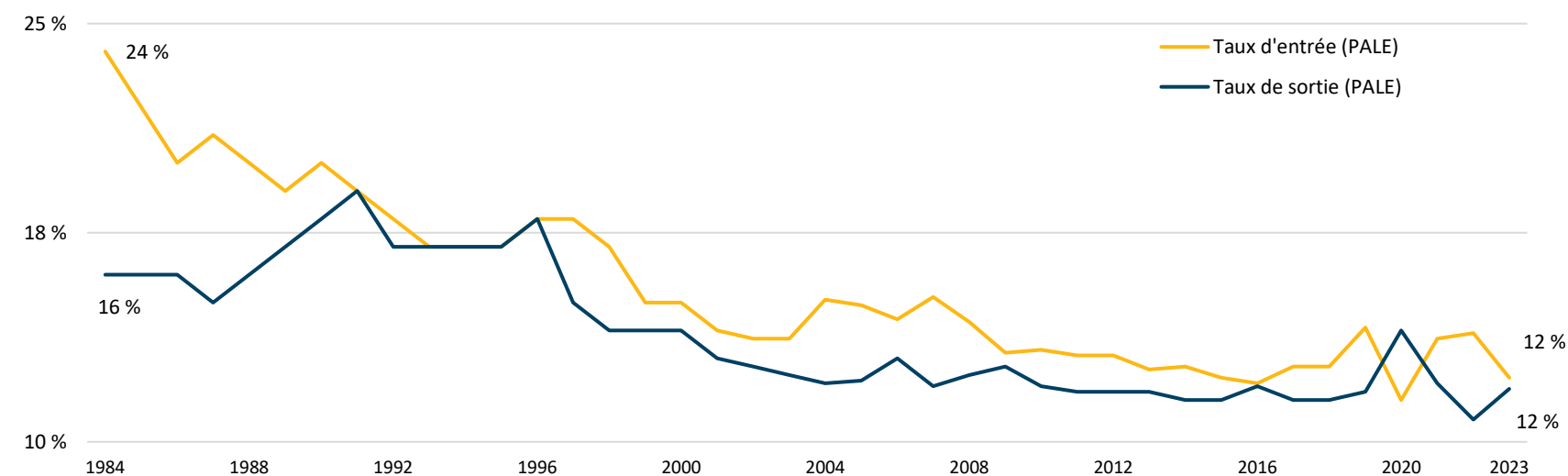
- Figure 2a : Dans ce graphique, les taux d'entrée et de sortie correspondent au ratio du nombre d'entrées ou de sorties divisé par le nombre d'entreprises actives pour un trimestre donné.
- Figure 2b : Variation nette = [entrées d'entreprises] - [sorties d'entreprises]. Les données sont présentées par trimestre, du T1 2015 au T2 2025. Les données de novembre 2018 ont été remplacées par celles d'octobre 2018, puisque le tableau original de Statistique Canada doit être utilisé avec prudence.
- Les estimations reposent sur la plus récente publication de Statistique Canada (consultée le 23 mars 2026). Ces chiffres pourraient toutefois être révisés lors de prochains cycles de publication.
- La définition de disparition est fondée sur les disparitions annuelles tirées du Programme d'analyse longitudinale de l'emploi (PALE). Étant donné que la définition du PALE peut exiger jusqu'à 24 mois de données pour qu'une entreprise soit comptée comme étant une disparition, les disparitions sont projetées en utilisant les taux de croissance prédits, à partir de la régression des disparitions sur les fermetures de plus de six mois. Ainsi les disparitions durant les six derniers mois ne sont pas publiées.

## Les taux d'entrée et de sortie sont en baisse depuis les années 1980

Bien que ces chiffres ne reflètent qu'une dimension du dynamisme des entreprises, la tendance à la baisse est clairement structurelle plutôt que cyclique, avec un recul marqué depuis les années 1980 (figure 3). Cette situation témoigne d'une faiblesse fondamentale qui compromet à la fois la productivité et le potentiel de croissance. Selon une analyse de Statistique Canada couvrant les tendances de 1984 à 2023, les taux d'entrée et de sortie ont diminué, réduisant le renouvellement des entreprises<sup>3</sup>. En 1984, le taux de sortie s'élevait à environ 16 % et le taux d'entrée à près de 24 % (ce qui signifie que pour 100 entreprises déjà présentes sur le marché, 24 entreprises ont été créées). Ces deux taux ont ensuite diminué régulièrement au cours des décennies suivantes. La baisse s'est largement atténuée à la fin des années 2010. Les taux annuels d'entrée et de sortie se sont stabilisés à environ 12 % en 2023. Depuis le milieu des années 1980, les taux d'entrée d'entreprises ont chuté de près de 50 % et demeurent à des niveaux historiquement bas. Malgré des variations au fil du temps, la création d'entreprises a nettement reculé par rapport aux décennies précédentes, et les deux taux sont presque au même niveau qu'en 2023.

Fait important, ce ralentissement s'est produit dans l'ensemble des secteurs et ne peut donc pas être attribué à des changements sectoriels. De plus, ni une concentration industrielle plus élevée dans les secteurs ni la domination croissante des grandes entreprises n'expliquent la baisse globale des entrées et des sorties d'entreprises<sup>3</sup>.

Figure 3  
Taux d'entrée et de sortie des entreprises au Canada, par année, de 1984 à 2023



Remarque : PALE est l'acronyme de Programme d'analyse longitudinale de l'emploi. Cette figure montre l'évolution globale du dynamisme des entreprises au Canada (secteur des entreprises) de 1984 à 2023. L'ensemble des entreprises entrantes utilisé dans le calcul du taux d'entrée est composé des entreprises en activité durant l'année  $t$  qui ne figurent pas dans l'ensemble de données de l'année  $t-1$ . Le taux d'entrée correspond au rapport entre le nombre d'entreprises entrantes et le nombre total d'entreprises en activité (moyenne calculée sur l'année  $t$  et l'année  $t-1$ ). Le taux de sortie est calculé de manière similaire : l'ensemble des entreprises sortantes est composé des entreprises en activité durant l'année  $t-1$  qui ne figurent pas dans l'ensemble de données de l'année  $t$ . Le taux de sortie correspond au rapport entre le nombre d'entreprises sortantes et le nombre total d'entreprises en activité (moyenne également calculée sur l'année  $t$  et l'année  $t-1$ ).  
Sources : Statistique Canada, Programme d'analyse longitudinale de l'emploi (PALE). 1984 à 2001 : Li, Li. 2025. *L'évolution à long terme des taux d'entrée et de sortie d'entreprises au Canada*. Statistique Canada. Statistique Canada. 2002 à 2023 : Statistique Canada. Tableau 33-10-0164-01, Mesures dynamiques des entreprises, par industrie.

## Le dynamisme des entreprises est essentiel à la croissance économique

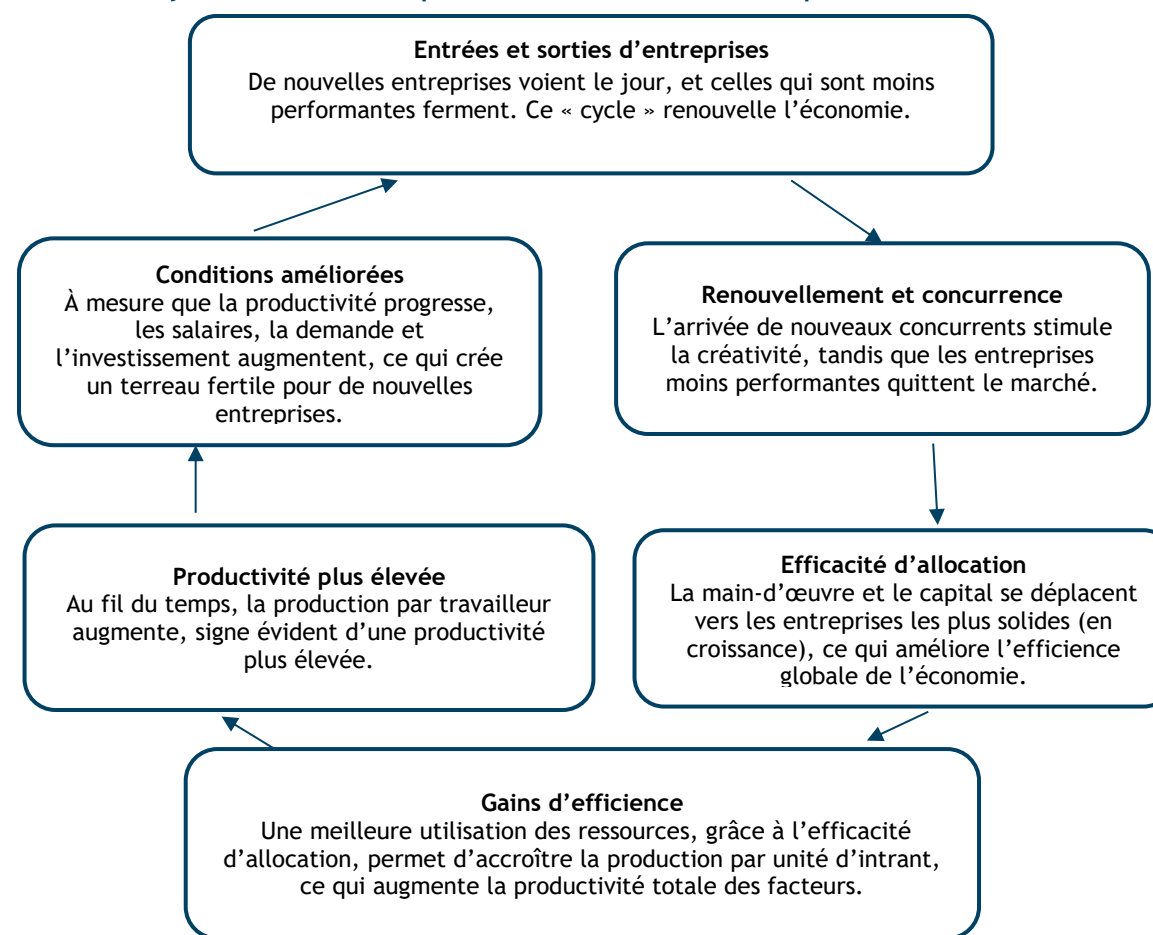
L'érosion du dynamisme des entreprises (notamment sa dimension liée aux entrées et aux sorties d'entreprises) est importante, car les entreprises nouvelles et en croissance stimulent l'innovation, la concurrence, la création d'emplois et la productivité (figure 4). À mesure que le renouvellement des entreprises diminue, la pression concurrentielle faiblit, l'investissement ralentit et la croissance de la productivité en souffre, ce qui contribue à la stagnation prolongée de la productivité au Canada<sup>4</sup>. Si ces tendances se maintiennent, le Canada risque de perdre une source essentielle de résilience et de croissance économique à long terme.

Un cycle de renouvellement en bonne santé est crucial pour soutenir la productivité. Dans des conditions normales, les entrées et les sorties d'entreprises permettent au capital, à la main-d'œuvre et au savoir-faire de se diriger vers des entreprises plus productives et innovantes. Lorsque ce processus ralentit, comme c'est le cas au Canada, les ressources sont mal réparties, l'innovation s'essouffle et les gains de productivité demeurent limités. Combinés à la hausse des coûts et aux pressions réglementaires qui limitent la capacité des PME à investir et à s'adapter, ces facteurs alimentent la stagnation de la productivité, contribuent à un environnement d'affaires plus rigide et moins réactif et poussent le Canada vers une pénurie d'entrepreneurs.

Il est essentiel de renforcer les conditions propices au démarrage, à la croissance et à la réussite des petites entreprises pour rebâtir la productivité et la compétitivité du Canada et assurer sa prospérité à long terme.

Figure 4

### Le rôle du dynamisme des entreprises dans la croissance de la productivité



**Remarque :** Ce cadre s'appuie sur les théories de la croissance schumpétérienne et de la réallocation au niveau des entreprises pour illustrer comment le dynamisme entrepreneurial soutient la croissance de la productivité. Les entrées et les sorties d'entreprises sont un moteur de destruction créatrice, renforcent la concurrence et réallouent le travail et le capital vers des entreprises plus productives, ce qui améliore l'efficience globale et la productivité totale des facteurs. Une productivité plus élevée, à son tour, améliore les conditions économiques et favorise la création de nouvelles entreprises, alimentant ainsi un cercle vertueux.  
**Source :** Joseph A. Schumpeter, *Capitalism, Socialism and Democracy* (New York : Harper & Brothers, 1942).

## Une augmentation des fermetures non compensée par la création d'entreprises

### Les départs naturels d'entreprises sont en hausse, mais le manque de relève les transforme en fermetures

Depuis le T4 2019, les faillites d'entreprises au Canada ont augmenté de 24 % (T4 2025), signe d'une conjoncture économique difficile pour de nombreuses petites entreprises<sup>5</sup>. Bien que certaines fermetures fassent partie du cycle normal, la tendance globale montre que les fondements de l'entrepreneuriat et de la productivité au Canada subissent des pressions. Les « départs naturels » comme les départs à la retraite peuvent préserver les emplois et maintenir la stabilité, mais à condition qu'il existe des plans de relève. Toutefois, selon les sondages de la FCEI, près des trois quarts des propriétaires envisagent de prendre leur retraite dans la prochaine décennie. Par ailleurs, seule une faible proportion (environ 9 %) a mis en place un programme formel de planification de la relève<sup>6</sup>. Cet écart indique que même les départs naturels peuvent entraîner des perturbations si la continuité n'est pas garantie.

### Les sorties d'entreprises forcées découlent de pressions structurelles sur les coûts

À l'inverse, les sorties d'entreprises forcées sont causées par des contraintes économiques plutôt que par des transitions normales du cycle de vie des entreprises. Les données récentes de la FCEI montrent qu'au moins 54 % des répondants considèrent la réglementation gouvernementale et la paperasserie administrative comme des obstacles majeurs<sup>7</sup>. En 2024, les entreprises ont consacré en moyenne 735 heures (soit l'équivalent de 32 jours ouvrables) à la conformité réglementaire, ce qui a coûté à l'économie environ 51,5 milliards de dollars, dont 17,9 milliards attribuables à la paperasse seulement<sup>8</sup>. Ces pressions, combinées à la hausse des coûts, aux défis liés à la main-d'œuvre et à l'incertitude économique, contribuent à freiner la création d'entreprises et à ralentir le cycle de renouvellement qui soutient l'innovation, l'emploi et la productivité.

---

*À l'approche de la retraite, nous souhaitons vendre une entreprise que nous avons bâtie pendant 27 ans au cœur de notre communauté. Elle représente un excellent investissement, mais il sera difficile de trouver un repreneur dans l'économie actuelle. »*

– Services personnels et divers, Sask.

---

*« En l'absence de soutien aux nouvelles petites entreprises, de grandes multinationales pourraient combler les manques dans certains secteurs, ce qui entraînerait une fuite des retombées économiques vers l'étranger. Nous devons gagner en autonomie économique. »*

– Finance, assurance, immobilier et location à bail, C.-B.

---

*« Nous prendrons notre retraite et fermerons notre entreprise cette année. La relève est introuvable : même les personnes formées quittent rapidement pour une grande entreprise. Les petits ateliers de carrosserie indépendants ferment en grand nombre. Les assureurs augmentent leurs primes tout en offrant moins de protections, tandis que nos coûts fixes augmentent. Aucun de mes 4 enfants ne se dirige vers l'entrepreneuriat. Les heures sont longues et la rentabilité, de plus en plus difficile à atteindre. »*

– Services personnels et divers, Ont.

---

*« Une grande pénurie d'entreprises est à prévoir avec les départs à la retraite imminents. Beaucoup finiront simplement par fermer leurs portes. »*

– Commerce de détail, N.-B.



## La concentration croissante du marché laisse de moins en moins de place aux PME pour se concurrencer

Parallèlement, les effets combinés de la pénurie d'entrepreneurs au Canada et d'un environnement d'affaires difficile accentuent la concentration du marché dans l'ensemble de l'économie. Cette tendance est déjà visible dans des secteurs comme les télécommunications, l'alimentation et les services bancaires, et des tendances similaires se dessinent dans d'autres industries<sup>9</sup>. Une enquête menée par les émissions Marketplace et The Fifth Estate de CBC a révélé qu'avant 2010, la quasi-totalité des cliniques vétérinaires au Canada appartenait à des vétérinaires en exercice. Aujourd'hui, la structure de propriété a considérablement changé : plus de la moitié des hôpitaux vétérinaires d'urgence et spécialisés, et plus d'un cinquième des cliniques vétérinaires, sont contrôlés par seulement six grands groupes<sup>10</sup>. Des dynamiques similaires semblent également émerger dans d'autres secteurs, comme la dentisterie, les services funéraires et la couverture de toiture<sup>11</sup>.

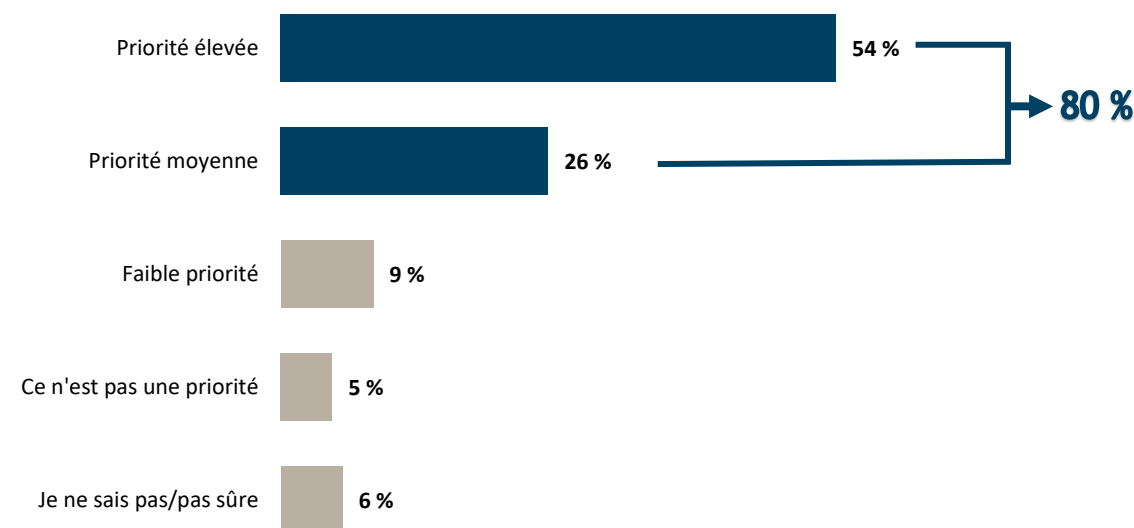
Les acquisitions par des fonds de capital-investissement transforment les commerces de proximité en remplaçant les PME locales. Cette stratégie consiste, pour un fonds de capital-investissement, à regrouper plusieurs entreprises acquises, souvent dans un marché fragmenté, pour former une entité de plus grande taille<sup>12</sup>. Bien que le capital-investissement puisse constituer une stratégie utile pour les entreprises cherchant à croître, à gagner en efficacité ou à planifier une sortie, la concentration accrue dans divers secteurs a réduit les options concurrentielles pour les consommateurs et les PME<sup>13, 14</sup>. Cette situation peut aussi se traduire par une augmentation des prix et des coûts d'exploitation, la diminution de la concurrence réduisant les pressions à la baisse sur le marché.

Ces acquisitions par de grandes entreprises ou des multinationales entraînent souvent un passage à une propriété étrangère et un transfert des profits à l'extérieur des collectivités locales, ce qui réduit le contrôle local indépendant<sup>15</sup>.

Bien que le regroupement puisse être bénéfique pour certaines entreprises, une économie saine dépend de la préservation d'un espace pour les entreprises indépendantes et les nouvelles entreprises. Dans ce contexte, un sondage récent de la FCEI indique que 80 % des PME considèrent que la lutte contre la domination croissante du marché par les grandes entreprises devrait être une priorité élevée ou moyenne pour les gouvernements (figure 5). Cette priorité est encore plus marquée chez les entreprises des secteurs du commerce de

détail, des arts, des loisirs et de l'information, ainsi que chez les microentreprises (0 à 4 employés).

Figure 5  
**80 % des PME estiment que la lutte contre la domination du marché par les grandes entreprises devrait être une priorité pour les gouvernements**



Source : FCEI, sondage Votre voix – février 2026, mené du 5 au 25 février 2026.

Pris ensemble, les taux élevés de fermeture, le recul de la création d'entreprises et la concentration croissante des marchés témoignent de pressions accrues sur les bases de l'entrepreneuriat au Canada. La concentration des marchés est, en partie, un effet secondaire de la pénurie d'entrepreneurs et du contexte économique actuel, marqué par une baisse des créations d'entreprises et un rétrécissement de l'espace concurrentiel. Sans mesures pour soutenir l'entrepreneuriat et des marchés concurrentiels, les conditions propices à la croissance des entreprises, à l'innovation et au dynamisme économique continueront de se détériorer.

## Prudence des entrepreneurs : ils sont moins nombreux à encourager la création d'entreprises

### Les entrepreneurs déconseillent de se lancer en affaires dans les conditions actuelles

Dans le climat d'affaires actuel, de nombreux entrepreneurs ne recommandent pas aux membres de leur famille ou à leurs amis de se lancer en affaires au Canada. Avec un esprit entrepreneurial qui s'effrite, de moins en moins de personnes sont incitées à se lancer et à développer des entreprises, ce qui complique le renversement de la pénurie d'entrepreneurs.

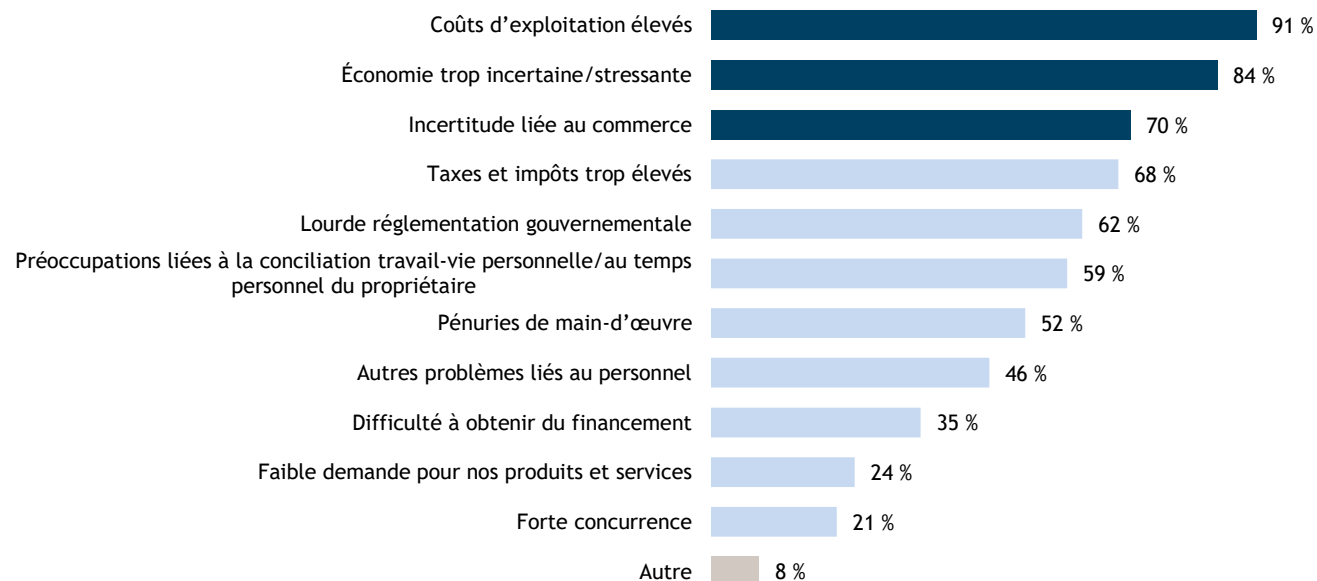
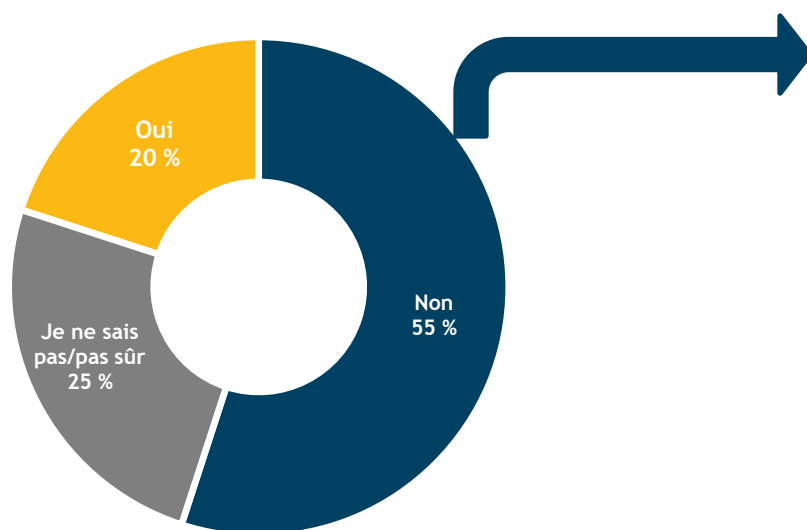
Plus de la moitié des propriétaires de PME canadiennes ne recommanderaient pas de démarrer une entreprise en ce moment (figure 6), surtout dans les secteurs des transports, de l'hébergement et de la restauration ainsi que de la fabrication. L'augmentation des coûts d'exploitation, le climat d'incertitude économique et commerciale, et un fardeau fiscal de plus en plus lourd figurent parmi les principales raisons nommées. Même si les

pressions commerciales et tarifaires américaines alimentent l'hésitation des entrepreneurs, les données de 2024 montrent que la tendance était déjà bien établie alors que 53 % des propriétaires de PME déconseillaient de se lancer en affaires<sup>16</sup>.

Ces résultats montrent qu'il n'a jamais été aussi difficile d'être propriétaire d'une petite entreprise au Canada. Quand les petites entreprises sont en difficulté ou deviennent plus réticentes à prendre des risques, les effets se font sentir dans l'ensemble de l'économie. Si cette tendance se maintient, il deviendra de plus en plus difficile de rétablir la dynamique entrepreneuriale, d'où l'importance de politiques et de conditions qui soutiennent la création d'entreprises et la vitalité économique à long terme.

Figure 6

### Les propriétaires de PME invitent à la prudence : 1 sur 2 ne conseillerait pas de démarrer une entreprise dans les conditions actuelles



Source : FCEI, sondage Votre voix - Octobre 2025, mené du 9 au 24 octobre 2025, n = 2 548 (gauche), n = 1 386 (droite).

## Commentaires de propriétaires de PME sur le climat d'affaires et l'entrepreneuriat aujourd'hui :

---

« Il n'y a AUCUN soutien pour les jeunes entreprises de trois ans ou moins, ce qui explique sans doute pourquoi si peu de gens se lancent en affaires au Canada. Créer une entreprise demande trop de moyens dès le départ. »

– Fabrication, Ont.

---

« Je suis propriétaire d'une entreprise individuelle depuis 1988 et je n'ai jamais vu des conditions aussi défavorables aux entreprises. Tous les autres propriétaires de PME que je connais pensent comme moi. Pire encore, la fiscalité est extrêmement lourde. »

– Commerce de détail, Sask.

---

« Ce n'est pas le meilleur moment pour démarrer une nouvelle entreprise. »

– Gestion et administration d'entreprise, Qc.

---

« La paperasserie fédérale est devenue excessive. J'ai déjà conseillé à des jeunes de ne pas démarrer de petite entreprise au Canada. »

– Commerce de détail, Sask.

---

« Les obstacles à la création et à l'exploitation sont importants, notamment les règles et règlements complexes ainsi que les exigences à respecter. C'est trop compliqué de créer une entreprise, et les entrepreneurs n'ont pas d'avantages fiscaux ni d'aides. »

– Services professionnels, C.-B.

---

« Je vends mon entreprise : trop de complications, trop d'impôts. Le jeu n'en vaut plus la chandelle : trop de stress et de risques! »

– Gestion et administration d'entreprise, Alb.

---

« Les coûts de main-d'œuvre ont atteint des niveaux insoutenables, tandis que les dépenses des consommateurs continuent de diminuer. Les dépenses en marketing augmentent parce que nous tentons d'élargir notre clientèle. Nous faisons face à un épuisement entrepreneurial causé par l'incertitude économique, les changements réglementaires constants, l'augmentation du fardeau fiscal et les vérifications répétées. »

– Agriculture, C.-B.

---

« Les emplois risquent en grande partie de disparaître. La situation actuelle au pays dissuade d'embaucher. »

– Agriculture, N.-É.



## Un intérêt réel pour l'entrepreneuriat malgré des obstacles persistants

En 2023, le Forum Angus Reid a réalisé, pour le compte de la FCEI, un sondage d'opinion publique afin de mesurer l'intérêt des Canadiens pour l'entrepreneuriat et les obstacles perçus au démarrage, à l'achat ou à la reprise d'une entreprise. Les résultats montrent que, même si l'intérêt pour l'entrepreneuriat existe, de nombreux Canadiens estiment que les obstacles restent un frein.

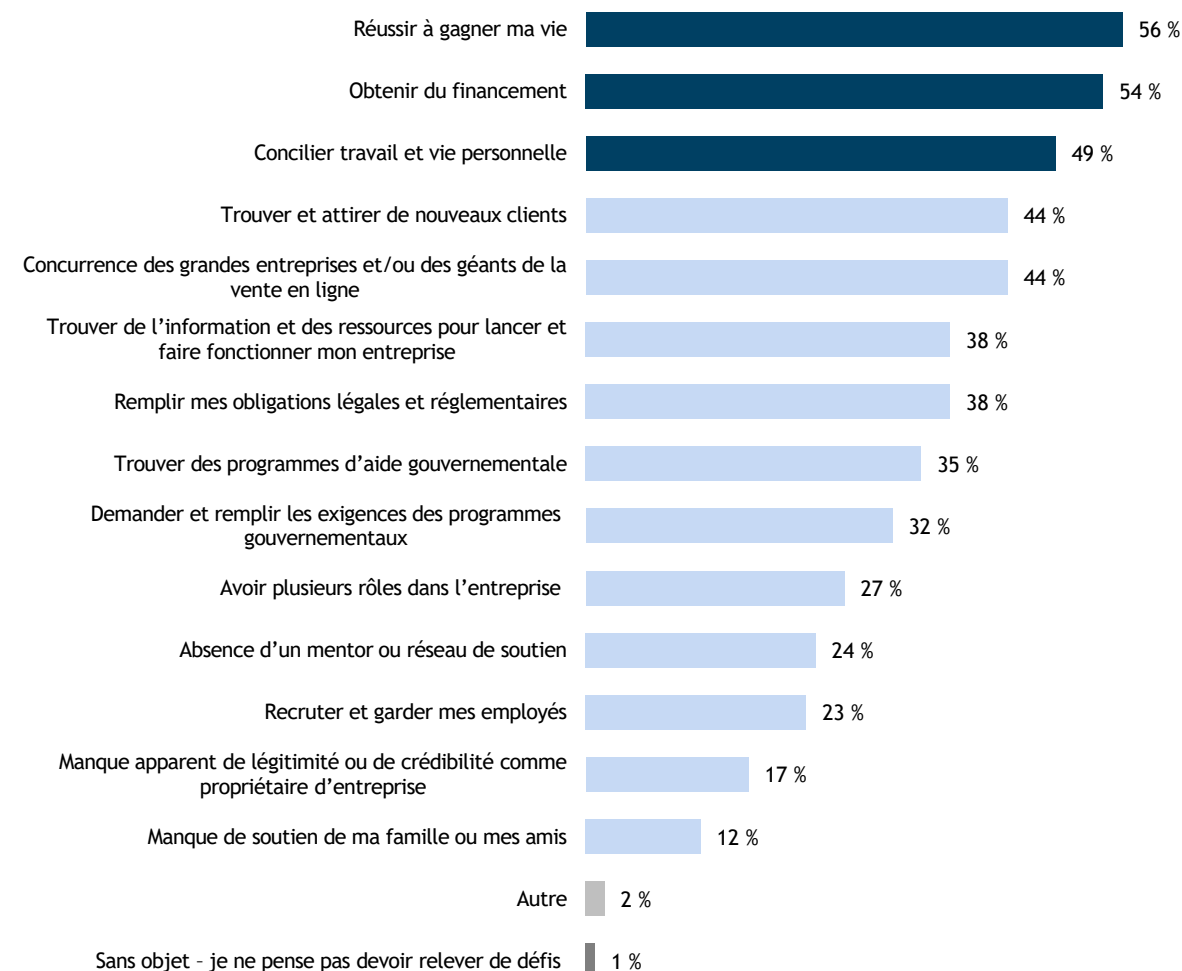
À la question de savoir s'ils souhaitaient démarrer une entreprise dans les 10 prochaines années, un peu plus de 16 % des Canadiens ont répondu par l'affirmative. À l'inverse, 72 % ont déclaré n'avoir aucun intérêt à devenir propriétaires d'entreprise<sup>17</sup>. Même si le Global Entrepreneurship Monitor a fait état d'une augmentation de l'intérêt pour l'entrepreneuriat en 2025 (21 %), ses résultats de 2023 (14 %) concordent globalement avec ceux de la FCEI (figure 8a)<sup>18</sup>.

L'intérêt pour l'entrepreneuriat s'accompagne de plusieurs défis. Dans l'ensemble, les principaux obstacles cités sont la capacité de gagner sa vie (56 %), l'accès au financement (54 %) et le maintien d'un équilibre travail-vie personnelle (49 %) (figure 7).

- Des différences selon le genre ressortent : chez les femmes, la principale inquiétude est de gagner sa vie (64 %), tandis que les hommes étaient plus nombreux à citer l'accès au financement (59 %) comme principal défi.
- Les différences d'âge façonnent aussi la perception des obstacles : les Canadiens de 18 à 34 ans citent surtout la capacité de gagner leur vie (56 %) et sont beaucoup plus enclins à évoquer l'équilibre travail-vie personnelle (54 %) que ceux de 35 à 54 ans (45 %) et de 55 ans et plus (30 %).

<sup>17</sup>Remarque : Le Global Entrepreneurship Monitor (GEM) interroge des personnes de 18 à 64 ans, alors que le sondage du Forum Angus Reid mené pour le compte de la FCEI inclut des répondants âgés de 18 ans et plus. Cette différence dans la population sondée pourrait expliquer certaines divergences dans les résultats. De plus, la question de la FCEI demandait aux répondants de se projeter sur un horizon de 10 ans, tandis que le GEM se concentre sur un horizon de 3 ans. Malgré ces différences, les résultats concordent globalement.

Figure 7  
Obstacles à l'entrepreneuriat au Canada



Source : À propos du sondage du Forum Angus Reid : Ces résultats proviennent d'un sondage réalisé en ligne par la FCEI le 25 juillet 2023 auprès d'un échantillon national représentatif de 1 674 Canadiens membres du Forum Angus Reid. Le sondage a été mené en français et en anglais. Un intervalle de crédibilité est utilisé pour mesurer la précision des sondages en ligne du Forum. Dans le cas présent, la précision du sondage est établie à +/- 2,4 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95 %. Question du sondage : Quels défis pensez-vous devoir relever en démarrant ou en dirigeant une entreprise?

## Des entrepreneurs potentiels freinés par la peur

Comparativement aux États-Unis, les Canadiens manifestent davantage d'intérêt pour l'entrepreneuriat, mais ils sont moins nombreux à concrétiser cet intérêt en démarrant une entreprise. Selon les résultats du sondage du rapport 2025-2026 du Global Entrepreneurship Monitor, un peu plus d'un Canadien sur cinq envisage de démarrer une entreprise, contre un peu moins d'un Américain sur sept (figure 8a)<sup>19</sup>.

Ce décalage laisse entendre que l'esprit entrepreneurial au Canada n'est pas absent, mais qu'il est freiné par la peur et les obstacles. Les risques associés à quitter un emploi stable, à s'endetter personnellement et à composer avec des règles complexes et coûteuses dépassent souvent les bénéfices perçus de l'entrepreneuriat. La peur de l'échec est élevée dans les deux pays, mais davantage au Canada, ce qui contribue à freiner encore plus la création d'entreprises (figure 8b).

Pour libérer ce potentiel entrepreneurial latent, il faudra réduire les obstacles au démarrage d'une entreprise, diminuer les coûts d'exploitation et mettre en place des politiques publiques qui encouragent l'expérimentation, la prise de risques et le droit à l'erreur. Toutefois, les politiques publiques ne suffisent pas. Le Canada doit aussi relever un défi culturel plus large : l'entrepreneuriat n'y est pas toujours reconnu ni valorisé comme il l'est dans d'autres pays, et la réussite en affaires est trop souvent accueillie avec scepticisme plutôt que comme un succès à encourager. Une évolution du discours, pour que la réussite en affaires soit reconnue comme une contribution positive et valorisée, sera essentielle pour rebâtir le bassin de futurs entrepreneurs<sup>20</sup>. En rendant la création et le développement d'entreprises plus simples et plus attrayants pour les Canadiens, et en encourageant une culture qui soutient et valorise leur réussite, il est possible de faire en sorte que l'entrepreneuriat demeure une voie viable et enrichissante, tout en renforçant les fondements de l'économie canadienne.

Figure 8a

### Les Canadiens démontrent un intérêt entrepreneurial plus élevé que les Américains

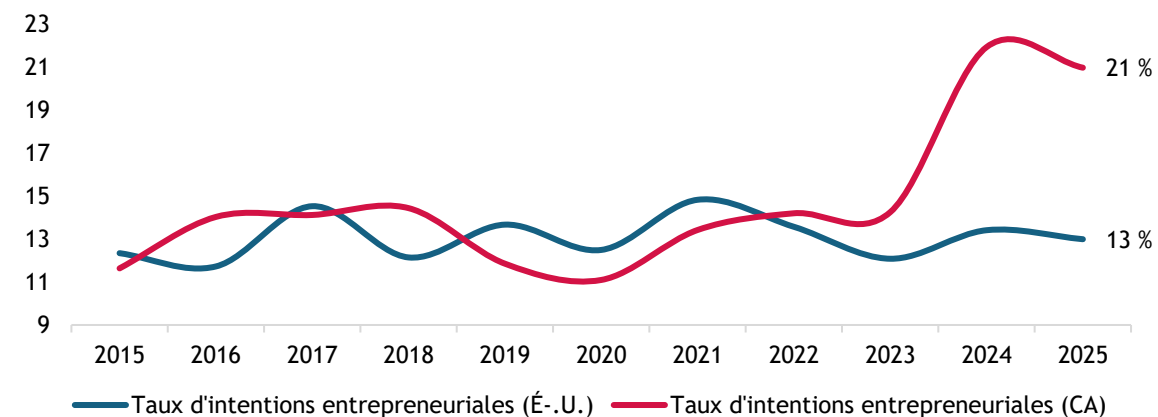
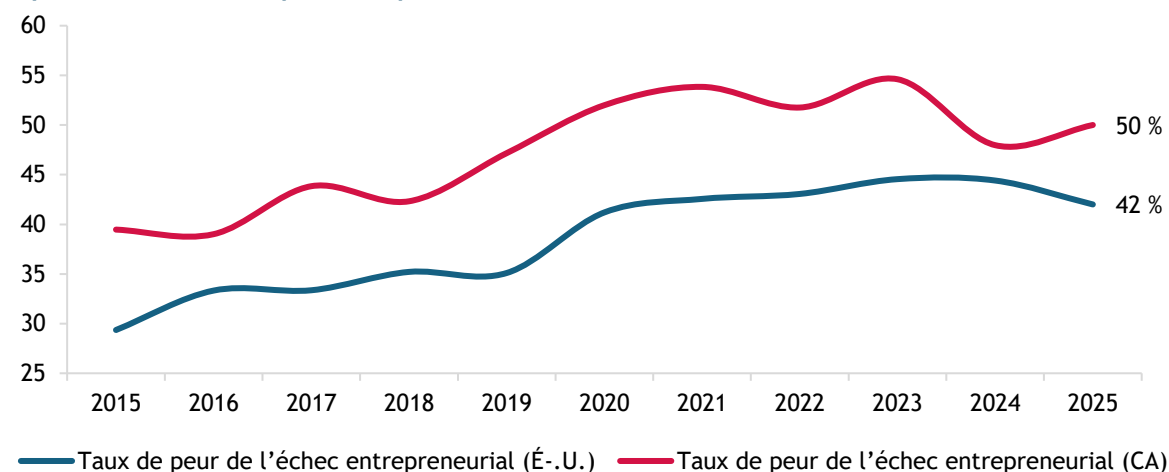


Figure 8b

### La peur de l'échec est plus marquée au Canada



Source : Global Entrepreneurship Monitor, *Global Report: From Uncertainty to Opportunity*, 2025-2026. <https://gemconsortium.org/report/gem-20252026-global-report-from-uncertainty-to-opportunity-3>.

Remarques : Taux d'intentions entrepreneuriales : Pourcentage de la population âgée de 18 à 64 ans (excluant les personnes déjà engagées dans une activité entrepreneuriale) qui sont des entrepreneurs potentiels et qui ont l'intention de démarrer une entreprise dans les trois prochaines années. Taux de peur de l'échec : Pourcentage de la population âgée de 18 à 64 ans (excluant les personnes déjà engagées dans une activité entrepreneuriale) qui indiquent que la peur de l'échec les empêcherait de créer une entreprise.

Commentaires d'un sondage mené auprès de Canadiens sur les raisons pour lesquelles ils ne se lanceraient pas en affaires :

---

« J'aime la simplicité d'aller travailler, de recevoir un chèque de paie et de rentrer chez moi. J'aime mon emploi salarié, avec des vacances, des congés de maladie et un bon régime de retraite. »

– Répondante, Alb.

---

« Le coût de démarrage d'une entreprise est trop élevé. »

– Répondant, Ont.

---

« Je veux pouvoir décrocher à la fin de la journée, sans devoir gérer une montagne de paperasse ni m'inquiéter des finances de mon entreprise en plus des miennes. Je n'ai pas non plus envie de gérer du personnel. »

– Répondante, Ont.

---

« Ça n'en vaut pas la peine financièrement. »

– Répondante, Alb.

---

« Je travaille dans le secteur public municipal et je perdrais tous mes avantages : bon salaire, sécurité d'emploi, etc. Je n'ai pas non plus les moyens financiers de lancer une entreprise. »

– Répondante, Ont.

---

« Je ne souhaite pas assumer le fardeau financier. »

– Répondant, Sask.

---

« Je n'ai pas vu beaucoup de réussite parmi les nouvelles petites entreprises. Le soutien des organismes gouvernementaux est limité. »

– Répondant, Ont.

---

« Dans mon domaine, les coûts de démarrage sont très élevés et les marges sont trop faibles. »

– Répondant, Alb.

---

« J'ai déjà été travailleur autonome et j'ai trouvé l'expérience stressante et difficile. Dans mon domaine, je préfère travailler pour un employeur. »

– Répondant, N.-É.

---

« Exploiter un commerce avec pignon sur rue coûte extrêmement cher, et les taxes et impôts sont trop élevés dans notre région. »

– Répondante, C.-B.

---

« Le commerce de détail me semble très difficile. Entre le personnel, les horaires, la concurrence, le loyer et les charges, il devient très compliqué d'en vivre décemment. »

– Répondante, N.-B.

---

Parce que l'entrepreneuriat comporte beaucoup de risques et demande un grand investissement de temps et d'argent. Pour le bien de ma santé mentale, je ne peux pas me permettre de quitter un emploi stable pour gérer une entreprise.

– Répondante, Qc.



## Conclusion : le Canada doit s'attaquer à la pénurie d'entrepreneurs

Malgré la résilience et l'ingéniosité du milieu des affaires canadien, de plus en plus d'indicateurs montrent que le Canada perd du terrain sur la scène mondiale. Les dernières données de la FCEI confirment un sentiment largement partagé chez les entrepreneurs : il n'a jamais été aussi difficile d'exploiter une entreprise au Canada. Les comparaisons internationales vont dans le même sens. La récente analyse de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) met en évidence des faiblesses structurelles plus profondes<sup>21</sup>, et la dynamique entrepreneuriale du Canada s'essouffle au moment même où d'autres économies avancées accélèrent.

Si rien n'est fait, cet écart qui se creuse risque d'inscrire le Canada dans une trajectoire de croissance lente, de compétitivité affaiblie et de diminution des possibilités. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. L'OCDE prévoit que le PIB réel par habitant du Canada n'augmentera que de 0,78 % par an d'ici 2060, soit moins de la moitié du taux attendu aux États-Unis. Depuis 2000, la croissance de la productivité au Canada n'a été en moyenne que de 0,86 %, loin derrière celle des États-Unis, qui s'établit à 1,4 %. Ces chiffres révèlent une réalité troublante : les fondements mêmes de notre vitalité économique s'érodent<sup>22</sup>.

L'économie canadienne possède toujours un potentiel considérable. L'énergie entrepreneuriale est bien présente, mais les conditions permettant de transformer les premiers succès en croissance soutenue ne sont pas réunies. Même si les PME canadiennes se distinguent par leur créativité et leur dynamisme, très peu parviennent à évoluer pour devenir de grandes entreprises<sup>23</sup>. Il ne s'agit pas d'un manque de talent ou d'ambition, mais d'un problème structurel. Des systèmes de soutien fragmentés, l'incertitude politique et des incitatifs limités à l'innovation freinent la croissance.

L'avenir économique du Canada dépend d'un environnement solide et favorable aux PME. Toutefois, le recul du dynamisme entrepreneurial met en évidence des obstacles qui compliquent la création, l'exploitation et la croissance des entreprises. Le renversement de cette tendance passe par des efforts concertés à tous les paliers de gouvernement pour reconstruire les bases d'un écosystème sain de PME, où la réduction de la paperasserie, la diminution des coûts d'exploitation et l'élimination des obstacles à la croissance constituent des priorités. **La voie à suivre est claire : le Canada doit s'attaquer à la pénurie d'entrepreneurs.**

## Annexe A - Définition de « pénurie d'entrepreneurs »

La FCEI a fixé un seuil clair pour mesurer un déclin soutenu de l'activité entrepreneuriale. Nous définissons une « pénurie d'entrepreneurs » comme une période d'au moins 4 trimestres consécutifs durant laquelle le taux d'entrée d'entreprises est inférieur au taux de sortie (soit une création nette négative), ce qui indique une perte nette d'activité entrepreneuriale.

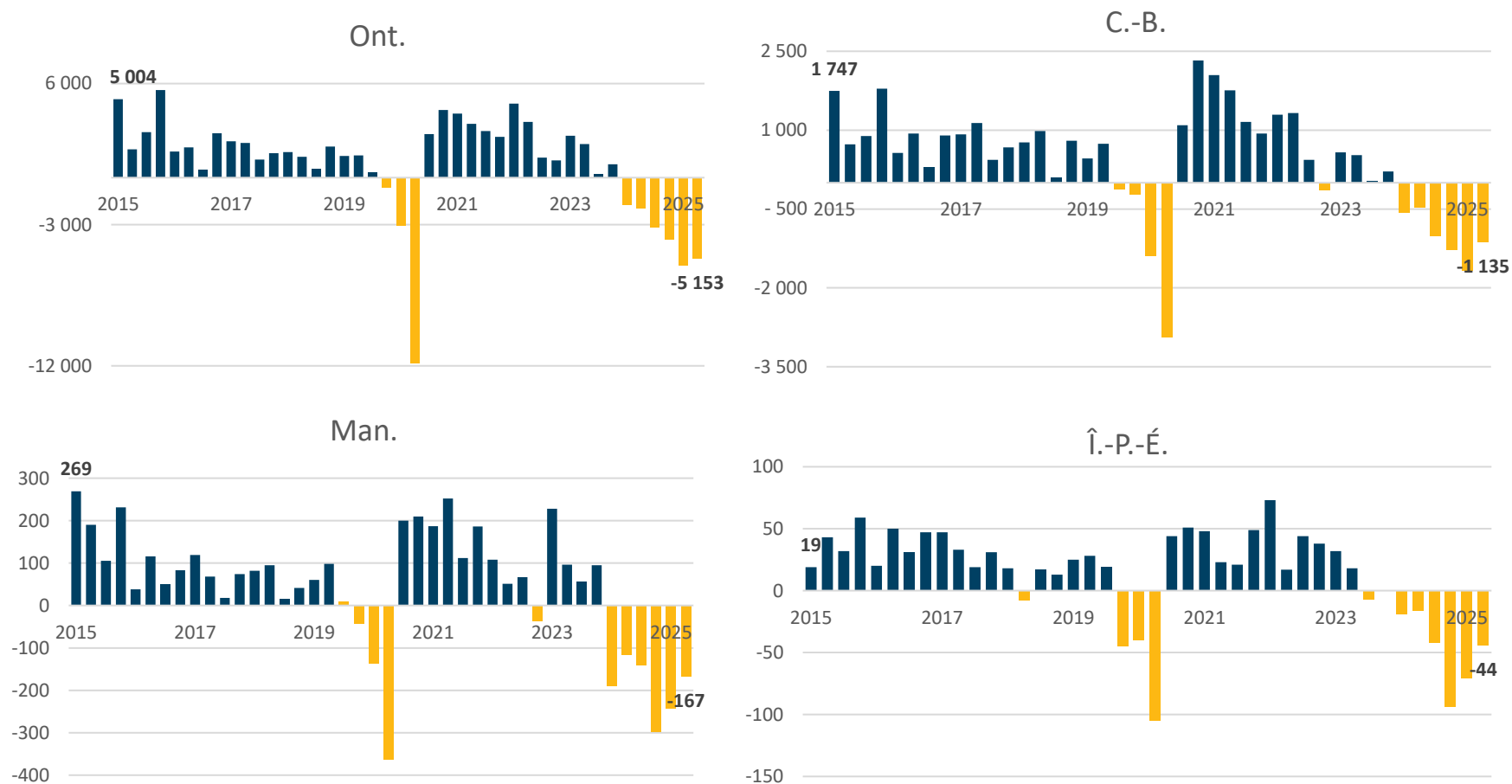
Deux trimestres consécutifs durant lesquels les sorties d'entreprises excèdent strictement les entrées doivent aussi être considérés comme un signe avant-coureur de tensions économiques qui indiquent un possible affaiblissement de l'écosystème entrepreneurial.

L'évaluation de la reprise se fait de manière progressive : 1 trimestre de création nette strictement positive signale un changement de direction et un optimisme prudent, 2 à 3 trimestres consécutifs laissent entrevoir une reprise, et 4 trimestres ou plus constituent un signal de reprise crédible. Il est important de préciser qu'après une année complète de performance négative, un seul trimestre strictement positif ne doit pas être interprété comme une reprise complète, mais plutôt comme un signe que la situation pourrait commencer à s'améliorer.

## Annexe B - Variation nette des entrées et sorties d'entreprises, par province

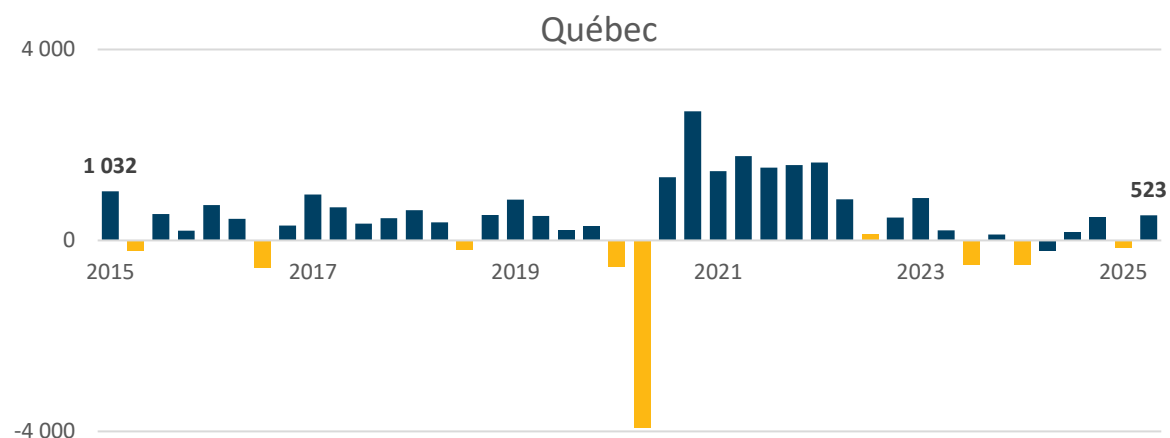
### Provinces en recul récent

Depuis 2015, l'Ontario, la Colombie-Britannique, le Manitoba et l'Île-du-Prince-Édouard suivent des tendances comparables en matière de dynamisme entrepreneurial. Après un dynamisme marqué jusqu'en 2019, les quatre provinces ont connu une reprise vigoureuse à la suite de la pandémie, qui s'est poursuivie jusqu'à la mi-2023.

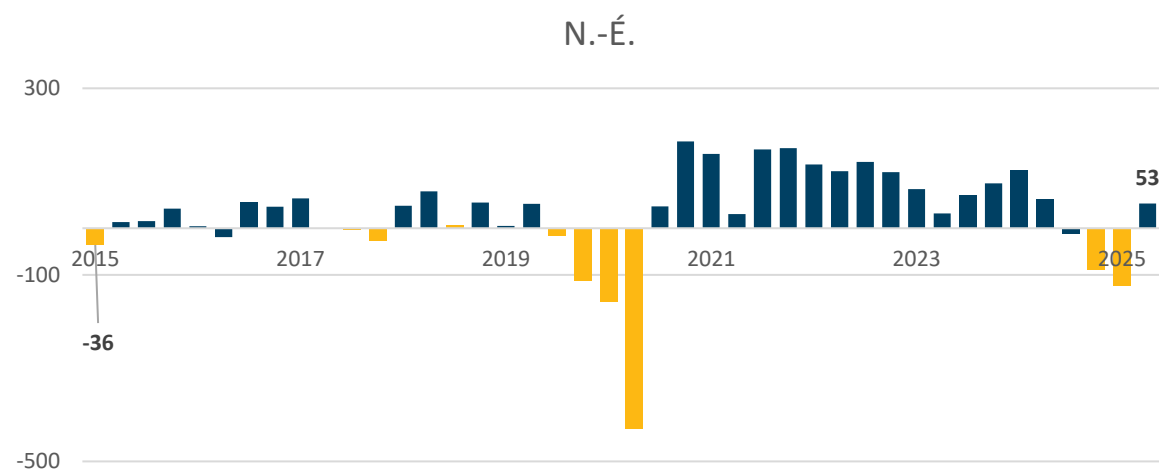


## Provinces à surveiller

Le Québec a affiché un dynamisme modéré entre 2015 et 2019 et, comme ailleurs au pays, a reculé pendant la pandémie. Malgré une reprise solide, le dynamisme de la province s'essouffle de nouveau depuis la mi-2023.

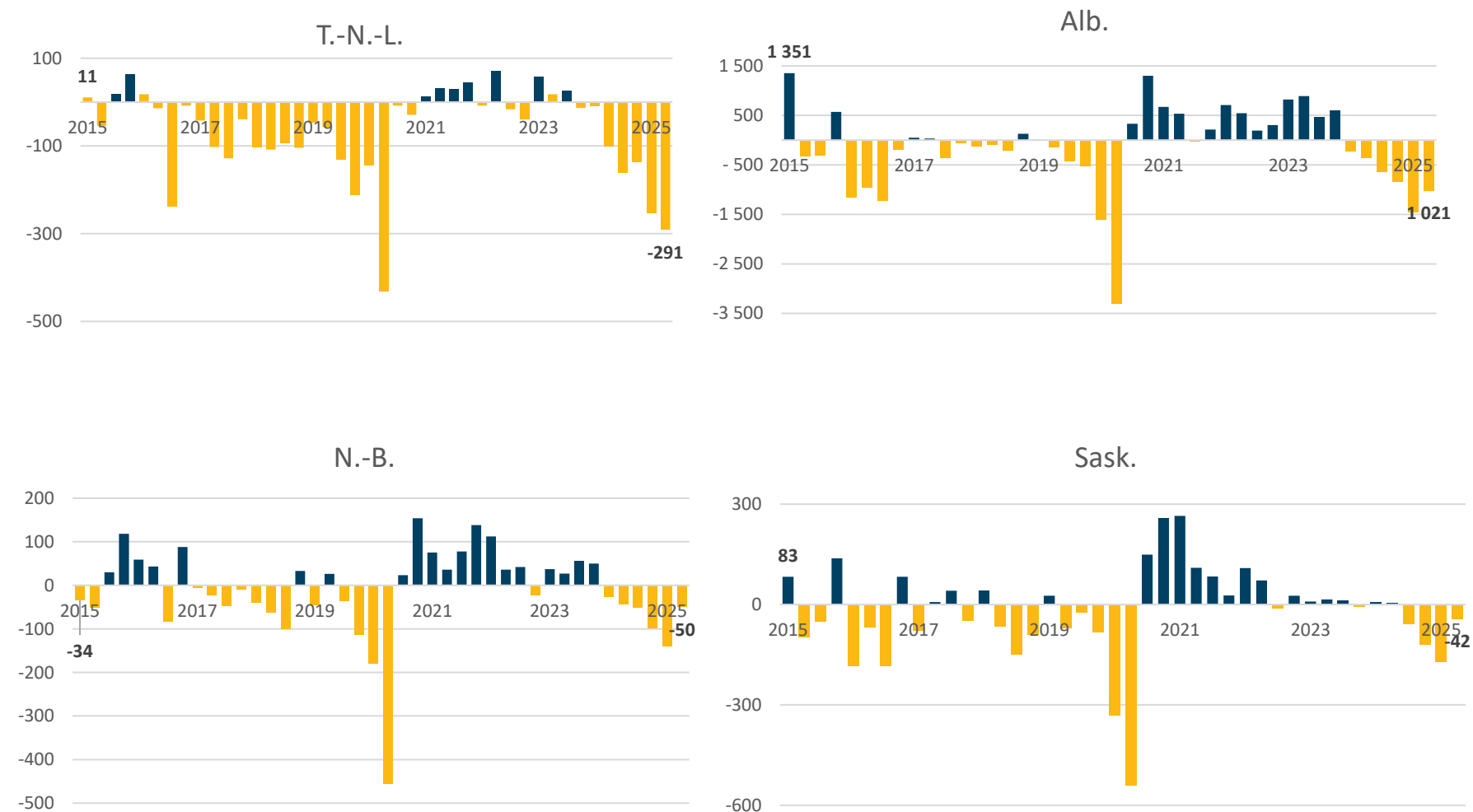


La Nouvelle-Écosse est la seule province qui a connu un dynamisme modeste entre 2015 et 2019. La province a enregistré une reprise modérément soutenue après la pandémie et jusqu'à la fin de 2024, mais l'élan s'est depuis nettement essoufflé.



## Provinces affichant une création nette constamment négative

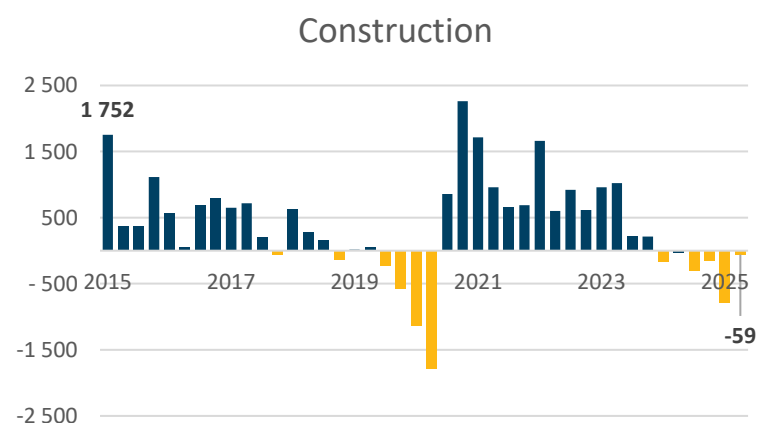
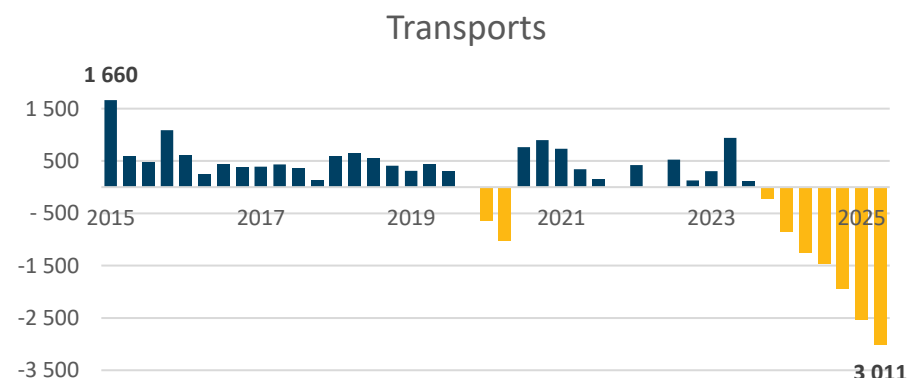
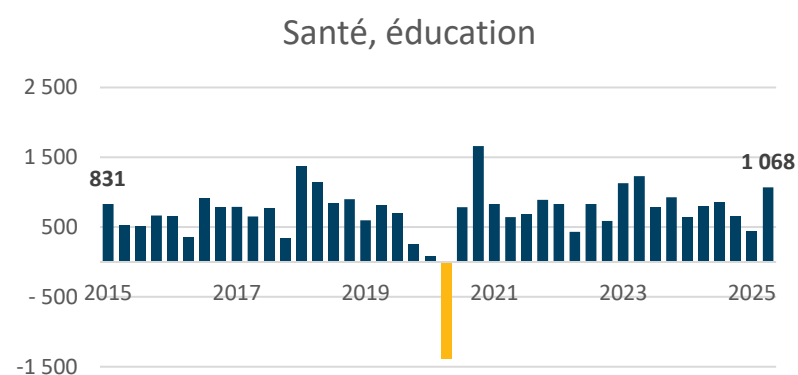
Au cours des 10 dernières années, Terre-Neuve-et-Labrador a enregistré la variation nette la plus négative, avec moins de 10 trimestres de croissance positive. L'Alberta a également enregistré un affaiblissement du dynamisme après 2015, largement attribuable à la volatilité des prix mondiaux des ressources, qui a affecté la survie des entreprises et freiné les nouvelles entrées, en particulier durant l'effondrement des prix du pétrole de 2014 à 2016. Le Nouveau-Brunswick et la Saskatchewan ont eux aussi montré une faiblesse persistante, la création nette d'entreprises étant restée négative pendant la majeure partie de la décennie.



## Annexe C - Variation nette des entrées et sorties d'entreprises, par secteur

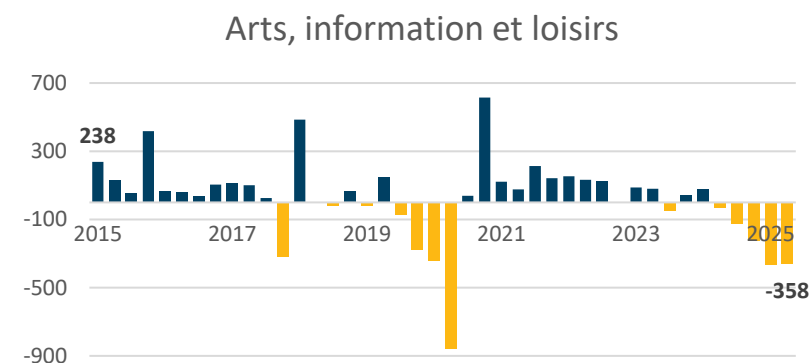
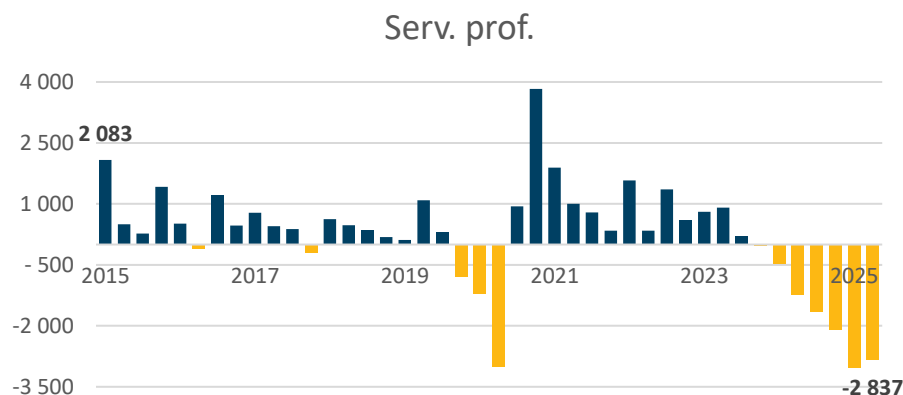
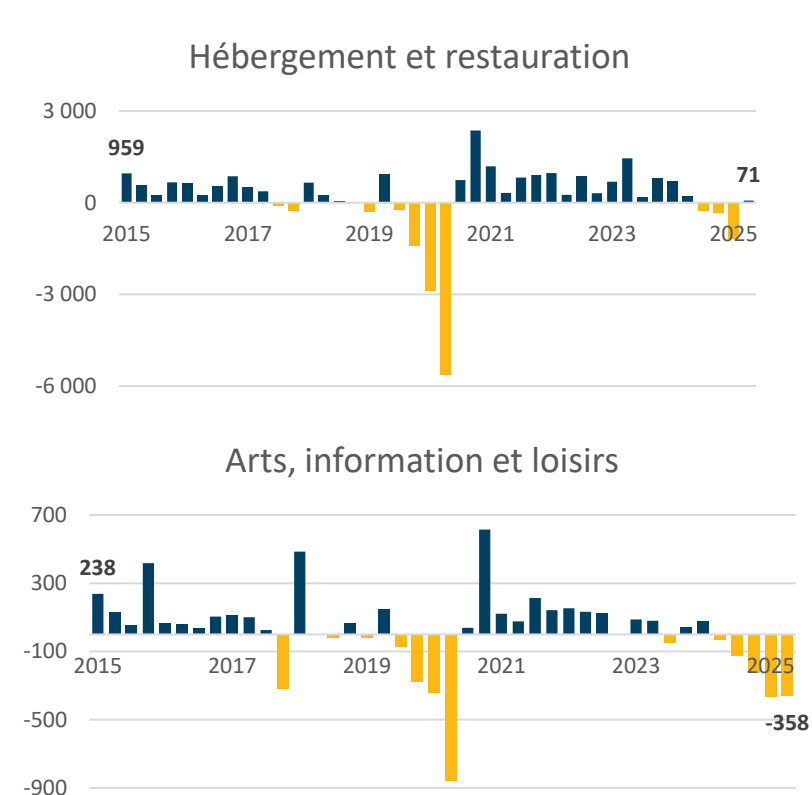
### Secteurs ayant démontré une résilience, suivie d'une phase de normalisation

Les secteurs de la santé et de l'éducation sont les seuls à avoir affiché un nombre net d'entrées d'entreprises constamment positif (sauf pendant la pandémie), ce qui témoigne d'une solide performance. Le secteur de la construction a également affiché un fort dynamisme de 2015 à 2023, avec une variation nette positive au cours de la plupart des trimestres. Les tendances se sont rapprochées du profil national en 2024, probablement en raison d'anticipations de rentabilité en baisse, dans un contexte de hausse des taux d'intérêt et de coûts élevés d'exploitation et de matières premières. Le secteur des transports a affiché une expansion à la fin des années 2010, mais a été durement touché par la COVID-19, puis a enregistré une reprise modeste jusqu'en 2023 avant une forte hausse du nombre de fermetures.



## Secteurs durement touchés par la pandémie, puis en reprise modeste

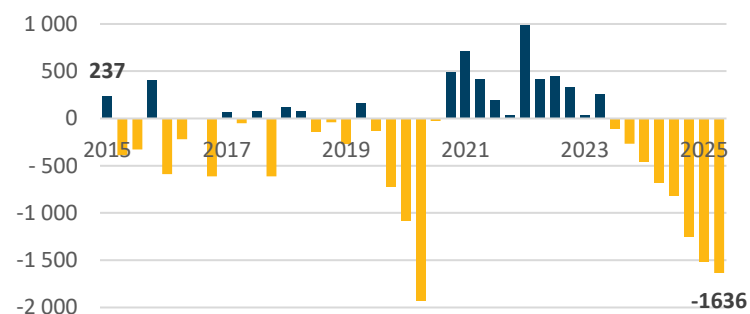
Les secteurs de l'information, des arts et de la culture se sont développés à la fin des années 2010, mais ont été durement touchés par la COVID-19; la reprise est demeurée modeste jusqu'en 2023, avant une hausse marquée du nombre de sorties d'entreprises. Le secteur de l'hébergement et de la restauration a progressé lentement dans les années 2010, puis a connu un rétablissement modéré après la pandémie. Les services professionnels ont enregistré une période d'entrées nettes jusqu'à la fin des années 2010, ont rebondi entre 2021 et 2023, mais affichent une hausse marquée du nombre de sorties depuis 2024.



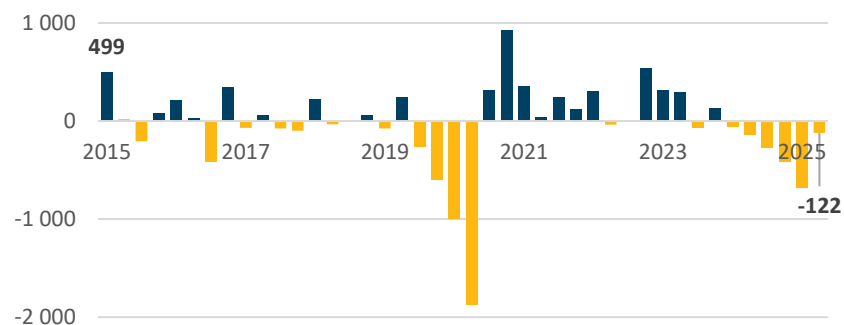
## Secteurs marqués par une volatilité de la performance, suivie d'une faiblesse persistante après 2023

Bien que le dynamisme du secteur de la fabrication ait enregistré de fortes fluctuations au cours des 10 dernières années, il reste négatif durant la majorité des trimestres depuis la mi-2023. Le dynamisme du commerce de détail s'est légèrement amélioré entre 2021 et 2023 avant de reculer de nouveau. Les secteurs de la finance, des assurances, de l'immobilier et de la location à bail sont demeurés stables après 2016, mais le nombre de sorties a dépassé celui des entrées après la mi-2023. Les services personnels étaient stables à la fin des années 2010, ont affiché une légère reprise entre 2021 et 2023, puis sont revenus dans le négatif vers la fin de 2023.

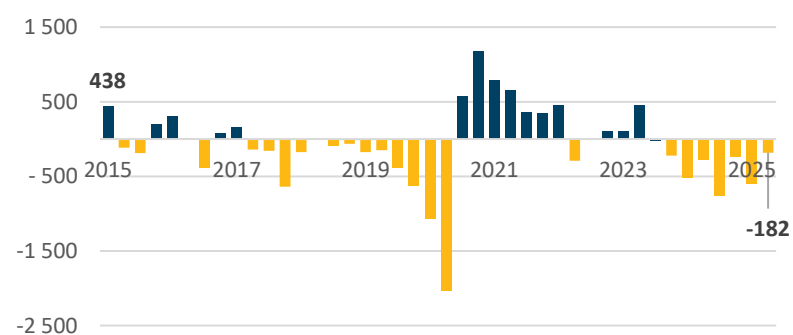
Finance, assurance et immobilier



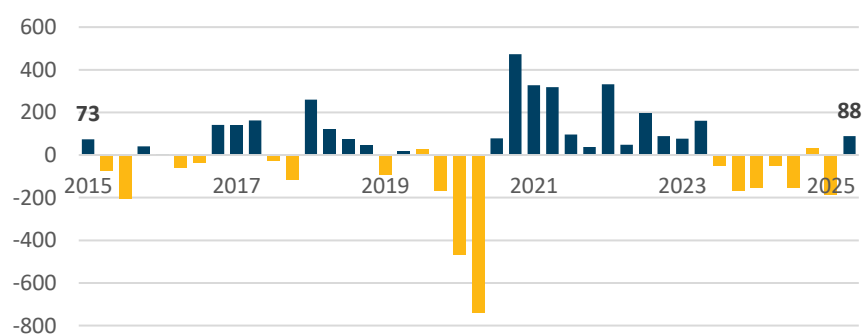
Services personnels



Commerce de détail

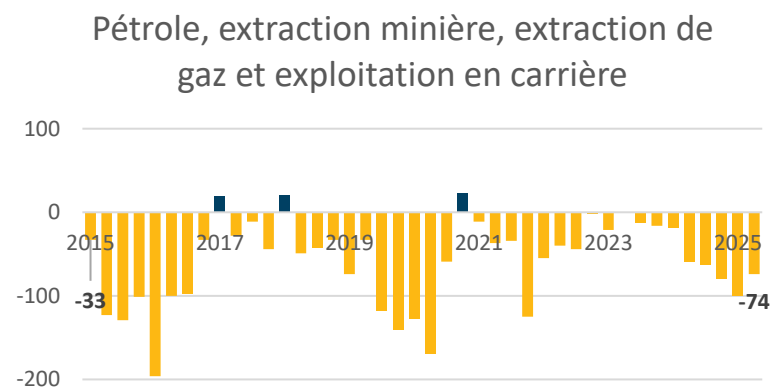
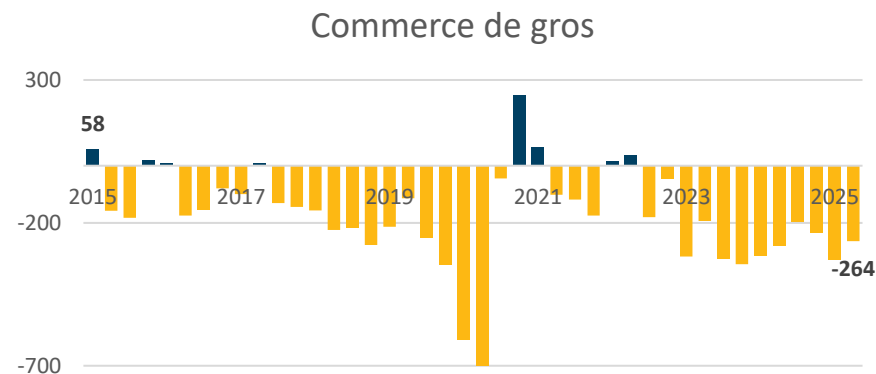
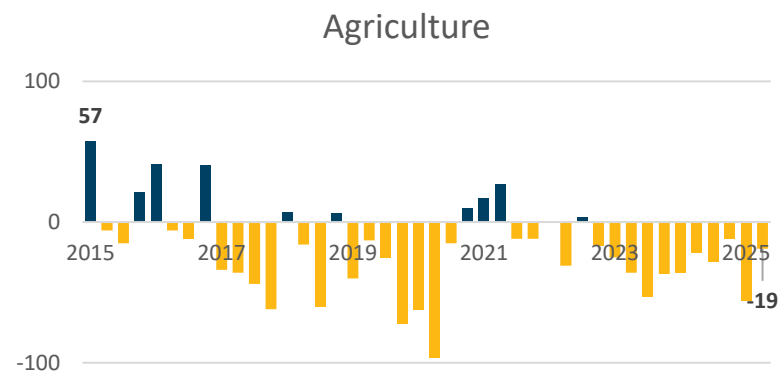


Fabrication



## Secteurs caractérisés par un dynamisme entrepreneurial constamment négatif

Le secteur de l'agriculture a enregistré davantage de sorties que d'entrées, principalement en raison du regroupement d'exploitations agricoles. Les secteurs de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière et de l'extraction de pétrole et de gaz ont également perdu en dynamisme depuis 2015, sous l'effet de la volatilité des prix mondiaux des ressources, qui a affecté la survie des entreprises et a freiné les nouvelles entrées, en particulier lors de l'effondrement des prix du pétrole entre 2014 et 2016. Le secteur du commerce de gros est demeuré faible au cours de la dernière décennie, la création nette étant presque constamment inférieure à zéro.



## Notes de fin

- <sup>1</sup> Innovation, Sciences et Développement économique Canada (ISDE), *Principales statistiques relatives aux petites entreprises 2025*. <https://ised-isde.canada.ca/site/recherche-statistique-pme/fr/principales-statistiques-relatives-aux-petites-entreprises-2025>
- <sup>2</sup> Les données détaillées (volumes, variations nettes et tendances historiques), par secteurs ou par provinces et disponibles sur une base mensuelle ou trimestrielle, sont accessibles dans le tableau de bord interactif « Le pouls des entreprises » de la FCEI : <https://www.cfib-fcei.ca/fr/rapports-de-recherche/pouls-des-entreprises>.
- <sup>3</sup> Li, Li. 2025. *L'évolution à long terme des taux d'entrée et de sortie d'entreprises au Canada*. Statistique Canada. Statistique Canada.
- <sup>4</sup> *Faible productivité au Canada : renverser la vapeur*, Banque du Canada, 19 novembre 2025. <https://www.banqueducanada.ca/2025/11/faible-productivite-au-canada-renverser-la-vapeur/>
- <sup>5</sup> ISDE Canada, dernière mise à jour le 8 janvier 2026. <https://ouvert.canada.ca/data/fr/dataset/4444b25a-cd38-46b8-bfb8-15e5d28ba4e7>
- <sup>6</sup> Cruz, Marvin, Bomal, Laure-Anna. *Relève des entreprises au Canada : Se préparer au tsunami de successions prévues les dix prochaines années*, FCEI, 2023. <https://www.cfib-fcei.ca/fr/rapports-de-recherche/releve-des-entreprises-au-canada-se-preparer-au-tsunami-de-successions>
- <sup>7</sup> FCEI, Baromètre des affaires<sup>MD</sup> mensuel. Pour en savoir plus : [fceb.ca/barometre](https://www.cfib-fcei.ca/fr/rapports-de-recherche/rapport-sur-la-papeterie-au-canada).
- <sup>8</sup> Cruz, Marvin, Bomal, Laure-Anna. *Rapport sur la papeterie au Canada*, 7<sup>e</sup> édition. FCEI, 2025. <https://www.cfib-fcei.ca/fr/rapports-de-recherche/rapport-sur-la-papeterie-au-canada>
- <sup>9</sup> *Are Industries Becoming More Concentrated?* The Canadian Perspective, mars 2019. [https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract\\_id=3357041](https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=3357041)
- <sup>10</sup> CBC, *How the corporatization of vet clinics is driving up prices across the country*, janvier 2025. <https://www.cbc.ca/news/marketplace/marketplace-vet-corporate-ownership-1.7438239>
- <sup>11</sup> The Globe and Mail, *Private equity is swallowing up Canada's mom-and-pop shops*. Octobre 2025.
- <sup>12</sup> The Globe and Mail, *Private equity is swallowing up Canada's mom-and-pop shops*. Octobre 2025.
- <sup>13</sup> Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), *Serial Acquisitions and Industry Roll-ups*, novembre 2023. <https://one.oecd.org/document/DAF/COMP/WD%282023%2978/en/pdf>
- <sup>14</sup> Social Capital Partners, *The hidden takeover of our economy—and 5 things we can do about it*, mars 2025. <https://socialcapitalpartners.ca/the-hidden-takeover-of-our-economy-and-5-things-we-can-do-about-it/>
- <sup>15</sup> *Are Industries Becoming More Concentrated?* The Canadian Perspective, mars 2019. [https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract\\_id=3357041](https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=3357041)
- <sup>16</sup> FCEI, sondage Votre Voix, mené en septembre 2024, du 5 au 23 septembre 2024, n = 2 187, résultats finaux.
- <sup>17</sup> À propos du sondage du Forum Angus Reid : Ces résultats proviennent d'un sondage réalisé en ligne par la FCEI le 25 juillet 2023 auprès d'un échantillon national représentatif de 1 674 Canadiens membres du Forum Angus Reid. Le sondage a été mené en français et en anglais. Un intervalle de crédibilité est utilisé pour mesurer la précision des sondages en ligne du Forum. Dans le cas présent, la précision du sondage est établie à +/- 2,4 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95 %.
- <sup>18</sup> Global Entrepreneurship Monitor, *Global Report: From Uncertainty to Opportunity*, 2025-2026. <https://gemconsortium.org/report/gem-20252026-global-report-from-uncertainty-to-opportunity-3>
- <sup>19</sup> Global Entrepreneurship Monitor, *Global Report: From Uncertainty to Opportunity*, 2025-2026. <https://gemconsortium.org/report/gem-20252026-global-report-from-uncertainty-to-opportunity-3>
- <sup>20</sup> The HUB, *Canada's entrepreneurial exodus: Expert warns of 'wake-up call' as business creation declines*. Septembre 2025. <https://thehub.ca/2025/09/24/canadas-entrepreneurial-exodus-expert-warns-of-wake-up-call-as-business-creation-declines/>
- <sup>21</sup> Guillemette, Yvan et David Turner (2021). *The Long Game: Fiscal Outlooks to 2060 Underline Need for Structural Reform*. OECD Economic Policy Paper, n° 29. [https://www.oecd.org/content/dam/oecd/en/publications/reports/2021/10/the-long-game-fiscal-outlooks-to-2060-underline-need-for-structural-reform\\_93bcf0c3/a112307e-en.pdf](https://www.oecd.org/content/dam/oecd/en/publications/reports/2021/10/the-long-game-fiscal-outlooks-to-2060-underline-need-for-structural-reform_93bcf0c3/a112307e-en.pdf)
- <sup>22</sup> Guillemette, Yvan et David Turner (2021). *The Long Game: Fiscal Outlooks to 2060 Underline Need for Structural Reform*. OECD Economic Policy Paper, n° 29. [https://www.oecd.org/content/dam/oecd/en/publications/reports/2021/10/the-long-game-fiscal-outlooks-to-2060-underline-need-for-structural-reform\\_93bcf0c3/a112307e-en.pdf](https://www.oecd.org/content/dam/oecd/en/publications/reports/2021/10/the-long-game-fiscal-outlooks-to-2060-underline-need-for-structural-reform_93bcf0c3/a112307e-en.pdf)
- <sup>23</sup> *Rapport des Tables de stratégies économiques du Canada : Saisir les occasions de croissance : le 25 septembre 2018*. [Rapport des Tables de stratégies économiques du Canada : Saisir les occasions de croissance : le 25 septembre 2018](https://www.oecd.org/content/dam/oecd/en/publications/reports/2021/10/the-long-game-fiscal-outlooks-to-2060-underline-need-for-structural-reform_93bcf0c3/a112307e-en.pdf).

## Auteurs



**Michelle Auger** est directrice, Échanges commerciaux et compétitivité des marchés, Affaires nationales. Depuis son arrivée à la FCEI en 2015, Michelle a aidé plusieurs centaines de propriétaires de PME à résoudre des questions fédérales complexes. De plus, elle a dirigé et géré plusieurs initiatives nationales portant notamment sur le commerce international, la concurrence, les cartes de crédit, les assurances, la santé mentale et le bien-être. Michelle détient un baccalauréat en sciences sociales, avec spécialisation en géographie et en sociologie, de l'Université d'Ottawa.



**Laure-Anna Bomal** est économiste principale à Montréal. Depuis son arrivée à la FCEI en 2021, elle a travaillé sur de nombreux sondages et rapports de recherche sur les enjeux touchant les PME, notamment la logistique des entreprises et les pénuries de main-d'œuvre. Elle est titulaire d'une maîtrise en économie de l'Université d'Ottawa et d'un baccalauréat en mathématiques et économie de l'Université de Montréal.



**Jonathan Galgay** est directeur des Affaires législatives pour Terre-Neuve-et-Labrador et responsable de la défense des intérêts et des communications des PME. Fort de plus de 20 ans d'expérience en politiques publiques et en gouvernance municipale, il a occupé des postes de direction au sein du gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador, a été directeur municipal à Stephenville, Placentia et Twillingate, et a siégé comme élu au conseil municipal de la Ville de St. John's. Il a étudié en science politique et en sociologie à l'Université Memorial et a siégé à des conseils d'administration, notamment à la Fédération canadienne des municipalités et à Municipalities Newfoundland and Labrador. Il est engagé pour des politiques publiques solides et des communautés résilientes.

La FCEI (Fédération canadienne de l'entreprise indépendante) est le plus grand regroupement de PME au pays, comptant 103 000 membres dans tous les secteurs d'activité et toutes les régions. Elle vise à augmenter les chances de succès des PME en défendant leurs intérêts auprès des gouvernements, en leur fournissant des ressources personnalisées et en leur offrant des économies exclusives.

Questions ou demandes de données : [fceb@fceb.ca](mailto:fcei@fceb.ca)  
X : @FCEI

